

**VENDREDI 17 JUILLET 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **Construire un déclin – Conférence Adrastia (vidéos) p.1**
- = **Permis de tuer (Dmitry Orlov) p.2**
- = **Le pétrole baisse à New York, le pessimisme gagnant de nouveau le marché p.6**
- = **Italie: Les créances douteuses ont atteint un niveau record ! p.8**
- = **La crise grecque n'est pas qu'une question de dette p.11**
- = **Le mythe de la crise actuelle (Bill Bonner) p.14**
- = **L'insoutenable légèreté de l'inflation (Bruno Colmant) p.17**
- = **L'économie canadienne en contraction p.17**
- = **USA: Madoff pense que les finances publiques sont aussi une escroquerie p.18**
- = **NOUVELLE PASSE D'ARMES (François Leclerc) p.19**
- = **WOLFGANG SCHÄUBLE N'A PAS TOTALEMENT TORT ! (François Leclerc) p.20**
- = **Accord nucléaire avec l'Iran... mais la course à l'armement s'accélère p.21**
- = **La Grèce en manque d'énergie (Laurent Horvath) p.24**
- = **Le tour de Grèce (Marc Fiorentino) p.27**
- = **Piero san Giorgio : " Le problème ce n'est pas l'islam mais les États-Unis " p.29**
- = **Le Grexit, ce mal contagieux ! (Jacques Sapir) p.31**



## **Construire un déclin – Conférence Adrastia**

<http://adrastia.org/> 16 juin 2015

**Crise économique et financière, chômage, pollution, réchauffement climatique... comment lier et comprendre ces problématiques ?**



<https://youtu.be/WgsoOzfrlYo?list=PLfbsBkZG9VsyGO9hjam1F3SO1b43-39F->

Conférence de Vincent Mignerot, chercheur indépendant et président de l'association Adrastia, 16 juin 2015 à Lyon.

### Préambule

- 1/ L'énergie, c'est tout
- 2/ Les limites du développement : manque d'énergie, fin des ressources
- 3/ Les limites du développement : perturbations climatiques majeures

4/ [Théorie écologique de l'esprit : pourquoi ne parvenons-nous pas à modifier le cours de notre évolution ?](#)

5/ [Adrastia, son éthique, son programme](#)

## [Permis de tuer](#)

Par Dmitry Orlov – Le 31 mars 2015 – Source [cluborlov](#) [LeSakerFR](#) [ancophone](#)

L'histoire est la même à chaque fois: certains pays, en raison d'un concours de circonstances heureux, deviennent puissants, beaucoup plus puissants que les autres et, pour un temps, les dominent. Mais les circonstances heureuses, qui ne s'élèvent souvent pas à plus de quelques bizarreries avantageuses de la géologie, que ce soit le charbon gallois ou le pétrole du Texas, en temps opportun ont une fin. Dans l'intervalle, la superpuissance d'antan devient corrompue par son propre pouvoir.

À l'approche de la fin de partie, ceux qui sont encore en charge de l'empire s'effondrant ont recours à toutes sortes de mesures désespérées – toutes sauf une: ils refuseront de jamais tenir compte du fait que leur superpuissance impériale est en fin de vie, et qu'ils doivent changer leur gouvernance en conséquence. George Orwell a offert une excellente explication de ce phénomène: comme l'empire approche de la fin de jeu, il devient crucial pour l'auto-préservation impériale d'éduquer une classe dirigeante à un usage spécifique, être incapable de comprendre que la fin du jeu se rapproche. Parce que, voyez-vous, s'ils avaient une petite idée de ce qui se passe, ils ne prendraient pas leurs emplois suffisamment au sérieux pour laisser le jeu aller aussi loin que possible.

L'approche de l'effondrement impérial peut être vue dans les résultats toujours plus désastreux que l'empire obtient pour ses efforts impériaux. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient en mesure de faire un travail respectable pour aider à reconstruire l'Allemagne, avec le reste de l'Europe occidentale. Le Japon s'en est aussi plutôt bien sorti sous la tutelle américaine, comme l'a fait la Corée du Sud après la fin des combats sur la péninsule coréenne. Avec le Vietnam, le Laos et le Cambodge, qui ont tous été gravement endommagés par les États-Unis, les résultats se sont dégradés: le Vietnam était une défaite pure et simple, le Cambodge a vécu une période de génocide, tandis que, étonnamment résistant, le Laos, pays le plus bombardé de la planète, s'en est sorti tout seul.

La première guerre du Golfe a dégradé encore le résultat: de peur d'entreprendre une offensive terrestre en Irak, les États-Unis se sont arrêtés juste avant

leur pratique habituelle, le renversement du gouvernement et l'installation en lieu et place d'un régime fantoche. Et ils l'ont laissé dans les limbes pendant une décennie. Lorsque les États-Unis l'envahirent finalement, ils ne réussirent, après avoir tué d'innombrables civils et en détruisant une grande partie de l'infrastructure, qu'à laisser derrière un pays démembré.

Des résultats similaires ont été obtenus dans d'autres endroits où les États-Unis ont cru bon de s'impliquer: la Somalie, la Libye et, plus récemment, le Yémen. Ne parlons même pas de l'Afghanistan, puisque aucun empire n'a jamais réussi à y obtenir de bons résultats. Ainsi, la tendance est indéniable: alors qu'à son apogée un empire détruit pour reconstruire le monde à son image, à l'approche de sa fin, il détruit simplement pour le plaisir de la destruction, laissant des tas de cadavres et de ruines fumantes dans son sillage.

Une autre tendance incomparable est d'analyser l'efficacité des dépenses de défense (qui, dans le cas des États-Unis, devraient être redéfinies en offense). Avoir une armée richement dotée peut parfois conduire au succès, mais là aussi quelque chose a changé au fil du temps. Le célèbre esprit américain, n'est plus, quand tout était possible et semblait évident à tous pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les États-Unis éclipsaient le reste du monde avec leur puissance industrielle. Maintenant, de plus en plus, les dépenses militaires ne sont plus que l'objectif lui-même – peu importe ce qu'elles réalisent.

Et ce qu'elles réalisent est le dernier chasseur de combat F-35 qui ne peut pas voler; le dernier porte-avions qui ne peut pas lancer des avions sans les détruire s'ils sont équipés avec les réservoirs auxiliaires dont ils ont besoin pour effectuer des missions de combat; le destroyer [AEGIS](#) le plus avancé technologiquement qui peut être mis hors de combat par un seul chasseur russe désarmé transportant un appareillage d'équipements de guerre électronique, et un autre porte-avions qui peut être effrayé en eau profonde et forcé à se réfugier à terre par quelques sous-marins russes en patrouille de routine.

Mais les Américains aiment leurs armes, et ils aiment les distribuer comme une manifestation de soutien. Le plus souvent ces armes finissent dans les mauvaises mains [pas pour les US, NdT]: celles qu'ils ont donné à l'Irak sont maintenant entre les mains d'ISIS [créature US, NdT]; celles qu'ils ont données aux nationalistes ukrainiens ont été vendues au gouvernement syrien; celles qu'ils ont données au gouvernement du Yémen sont maintenant dans les mains des Houthis pour leur récent coup d'État. C'est ainsi que l'efficacité des dépenses militaires somptueuses a diminué. À un certain point, il peut devenir plus efficace de modifier les planches à billets du Trésor américain pour envoyer la pluie de dollars

américains directement chez l'ennemi.

Avec la stratégie de destruction créatrice qui n'est plus viable, mais avec l'ambition aveugle de toujours essayer de l'emporter partout dans le monde qui fait en quelque sorte toujours partie de la culture politique, tout ce qui reste est l'assassinat. Le principal outil de la politique étrangère devient l'assassinat politique: que ce soit Saddam Hussein, ou Mouammar Kadhafi, ou Slobodan Milošević, ou Oussama ben Laden, ou n'importe quel autre cible moins prestigieuse, l'idée est simplement de les tuer.

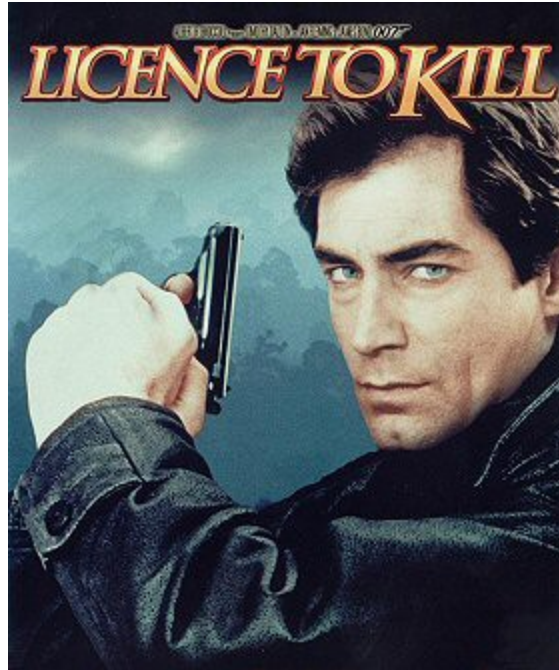
Alors que viser la tête d'une organisation est la technique souhaitable, la population récolte aussi en général sa part d'assassinat sous forme de dégâts collatéraux. Combien de funérailles et de mariages ont été pris pour cible par des frappes de drones? Je ne sais pas si cela importe vraiment à quiconque aux États-Unis, mais je suis sûr que ceux dont les parents ont été tués s'en souviennent, et s'en souviendront pour les prochains siècles au moins. Cette tactique n'est généralement pas propice à la création d'une paix durable, mais c'est une bonne tactique pour perpétuer et même augmenter les conflits. Mais c'est maintenant un objectif acceptable, car cela crée la justification de l'augmentation des dépenses militaires, ce qui permet d'accroître encore le chaos.

Récemment, un général américain à la retraite est passé à la télévision pour déclarer que ce qui est nécessaire pour débloquer la situation en Ukraine est de simplement commencer à tuer les Russes. Les Russes ont écouté, s'émerveillant de son idiotie, et ont ensuite ouvert une affaire pénale contre lui. Maintenant ce général ne pourra pas se rendre dans un nombre toujours croissant de pays à travers le monde de peur d'être arrêté et déporté en Russie pour subir son procès.

C'est en grande partie un geste symbolique, mais des non-gestes non symboliques de nature préventifs vont sûrement suivre. Mais voyez-vous, chers compagnons de voyage interstellaire, il se trouve que l'assassinat est illégal. Dans la plupart des juridictions, inciter à assassiner aussi se trouve être illégal. Les Américains se sont accordé le permis de tuer sans vérifier si éventuellement ils pouvaient en abuser. Nous devrions nous attendre, alors que leur pouvoir s'effrite, à ce que leur permis de tuer soit révoqué, et qu'ils se trouvent reclassés de maîtres du monde à meurtriers ordinaires.

Quand les empires s'effondrent, ils se tournent vers eux même, et soumettent leurs propres populations aux mêmes mauvais traitements qu'ils ont fait subir aux autres. Ici, l'Amérique n'est pas exceptionnelle: le nombre d'Américains assassinés par leur propre police, avec des conséquences infimes pour les meurtriers, est tout à fait étonnant. Quand les Américains se demandent qui est

vraiment leur ennemi, ils n'ont pas besoin de chercher bien loin.



Mais ce n'est que le début, l'étape suivante a été prévue [et testée à Boston, NdT]: déployer des troupes US sur le sol américain. Comme la loi et l'ordre se délittent dans de plus en plus d'endroits, nous allons voir de plus en plus de troupes américaines dans les rues des villes aux États-Unis, répandant la mort et la destruction comme elles l'ont fait en Irak ou en Afghanistan. Le dernier permis de tuer à être révoqué sera celui de nous tuer, nous Américains.

## [Le pétrole baisse à New York, le pessimisme gagnant de nouveau le marché](#)

[BusinessBourse et LaPresse Le 17 juil 2015 à 03:00:23](#)

**Les prix du pétrole ont baissé jeudi à New York, le marché se laissant gagner par le pessimisme à l'issue d'une séance plutôt hésitante, face à un nouveau renforcement du dollar et des inquiétudes persistantes de surabondance.**

Au lendemain d'une baisse de plus de 1,5 dollar, le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en août a perdu 50 cents à 50,91 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), et reste à son plus bas niveau de clôture depuis environ trois mois.

Les cours ont ouvert dans le vert puis se sont orientés un peu dans le rouge

pendant l'essentiel de la séance, avant de plus nettement flancher lors des dernières minutes d'échanges.

«C'était une de ces séances partagées entre bonnes et mauvaises nouvelles», a jugé Phil Flynn, de Price Futures Group, pour qui «des forces s'opposent sur le marché et le jugulent».

La séance de jeudi a fourni peu de nouvelles informations aux investisseurs, qui ont donc continué à digérer l'actualité des jours précédents.

«Parmi les éléments défavorables, on s'inquiète d'une hausse des taux d'intérêts américains, après des propos de Janet Yellen», présidente de la Réserve fédérale, qui a plaidé la veille en faveur d'une normalisation monétaire avant la fin de l'année, a précisé M. Flynn.

Non seulement la Fed retirerait un important soutien à l'économie américaine en relevant ses taux, actuellement presque nuls, ce qui provoquerait des craintes pour la demande d'or noir, mais une telle mesure renforcerait le dollar.

Or la force du billet vert, qui s'accroît jeudi à la suite des propos de Mme Yellen, rend plus coûteux et donc moins intéressants les échanges pétroliers, libellés en dollars.

«On continue aussi à se préoccuper de la surabondance de pétrole», a rapporté M. Flynn. «Aujourd'hui, Genscape», un cabinet d'analyses très suivi, «a fait état d'une hausse d'un million de barils (des réserves de brut) à Cushing.»

Ce terminal, situé dans l'Oklahoma, est très suivi, car il sert de référence aux cours du WTI.

Toutefois, au sujet de l'offre américaine, les dernières nouvelles officielles en date sont plutôt encourageantes, au lendemain de l'annonce par le département de l'Énergie (DoE) d'une nette baisse des réserves de pétrole brut aux États-Unis.

«On entend parler de la baisse de 4,3 millions de barils dans les réserves de brut et, sur le même plan, de l'utilisation sans précédent de 16,8 millions de barils par jour par les raffineries, mais dans l'ensemble, le marché reste bien approvisionné», ce qui limite la réaction positive du marché, a jugé Tim Evans de Citi.

Enfin, sur le plan international, «l'effervescence retombe sur l'accord nucléaire iranien et ses implications pour le marché nucléaire l'an prochain», a rapporté Matt Smith, de ClipperData.

Annoncé en début de semaine, l'accord entre Téhéran et les grandes puissances ouvre la voie à une levée des sanctions et, donc, une reprise des exportations iraniennes, même si la majorité des observateurs ne s'y attendent pas avant 2016.

## Pétrole: Analyse Technique Weekly au Jeudi 16 Juillet 2015



Source: [affaires.lapresse.ca](http://affaires.lapresse.ca)

## Italie: Les créances douteuses ont atteint un niveau record !

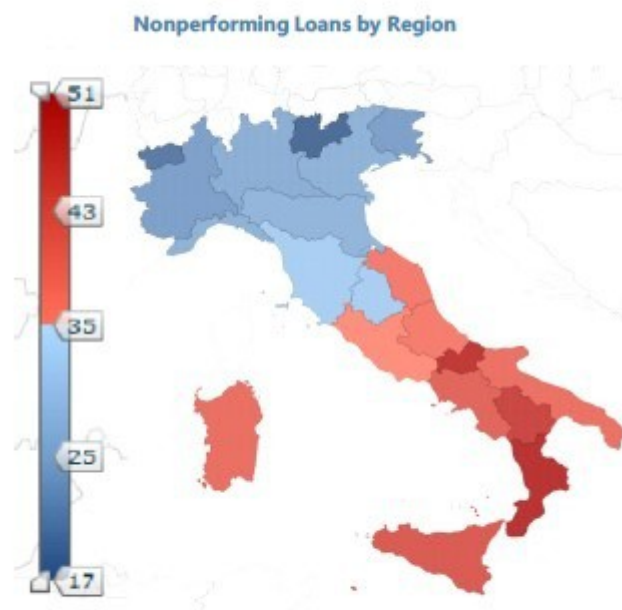
BusinessBourse Le 17 jul 2015 Source: [or-argent.eu](http://or-argent.eu)

Alors que la planète entière a les yeux rivés sur la Grèce, les banques italiennes nagent dans les crédits douteux. Le plus grand danger qui menace la zone euro n'est probablement pas la Grèce mais 2 de ses poids-lourds, à savoir la France et l'Italie.

C'est d'autant plus vrai pour l'Italie et plus particulièrement son secteur bancaire. Comme le note laconiquement [DerStandard.at](http://www.derstandard.at),

*« En raison de la récession de ces dernières années et des faillites d'entreprises, les crédits douteux ne cessent d'augmenter en Italie. D'après l'association des banques d'Italie, le montant des prêts en défaut (NPL) s'élève en mai à 193,7 milliards d'euros, soit 25,1 milliards de plus par rapport au même mois de l'année précédente. Il s'agit des niveaux les plus élevés depuis 1996. »*

*Les crédits non productifs représentent 10,1 % de tous les crédits accordés par les banques italiennes, d'après l'association. Les PME sont particulièrement sous pression ce qui signifie qu'il faudra beaucoup de temps pour que la situation s'améliore. Les sociétés italiennes subissent de plein fouet les effets de la plus longue crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale ce qui les met en incapacité de rembourser leurs crédits. »*



Source: IMF staff calculations.

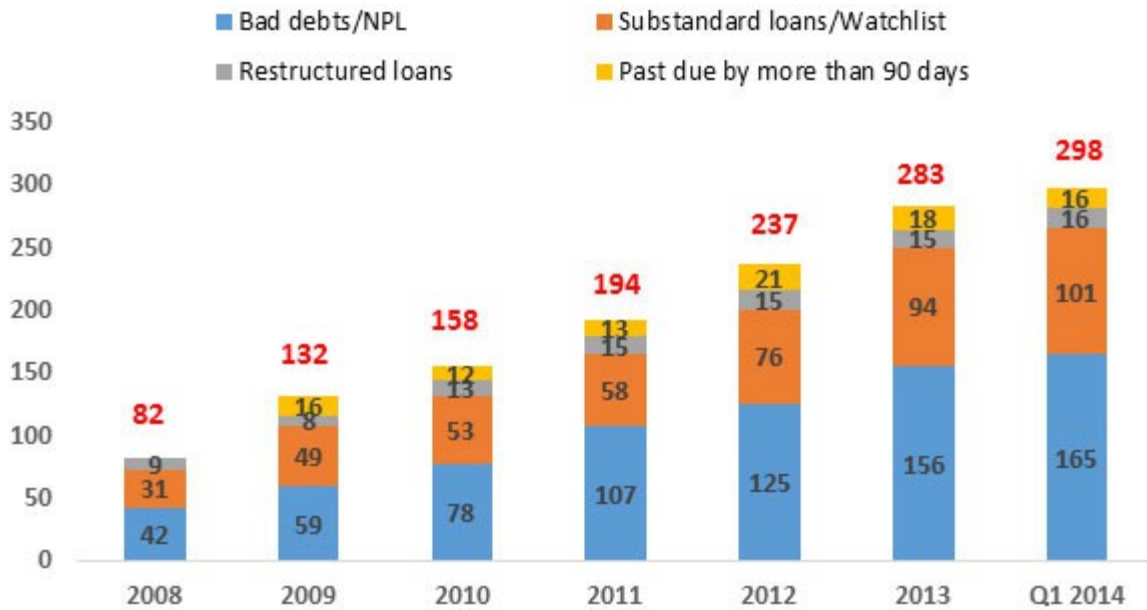
Si ces calculs sont corrects, cela signifie que les prêts en défaut ont augmenté d'environ 15 % en un an en Italie, durant une période qui ne fut pourtant pas la pire même si l'Italie a connu une nouvelle contraction économique.

Comme le montre le graphique ci-dessous (malheureusement nous n'avons rien trouvé de plus récent), les crédits en défaut de paiement en Italie s'élevaient à 165 milliards au premier trimestre 2014. Cependant, ce graphique prend également en compte d'autres crédits douteux qui ne sont pas encore en défaut mais qui



présentent des risques d'impayés.

### GROSS ITALIAN IMPAIRED LOANS (BLN €)



Et tandis que les banques italiennes croulent sous les créances douteuses (sur base du graphique ci-dessus, on peut probablement affirmer sans trop s'avancer que le montant actuel tourne autour des 350 milliards d'euros), le fardeau de la dette du gouvernement a lui aussi augmenté. Bien sûr, la dette italienne est considérée comme « sans risque » depuis que nous sommes entrés dans la 4e dimension suite au début de l'« Eurothon » de la BCE. (...)

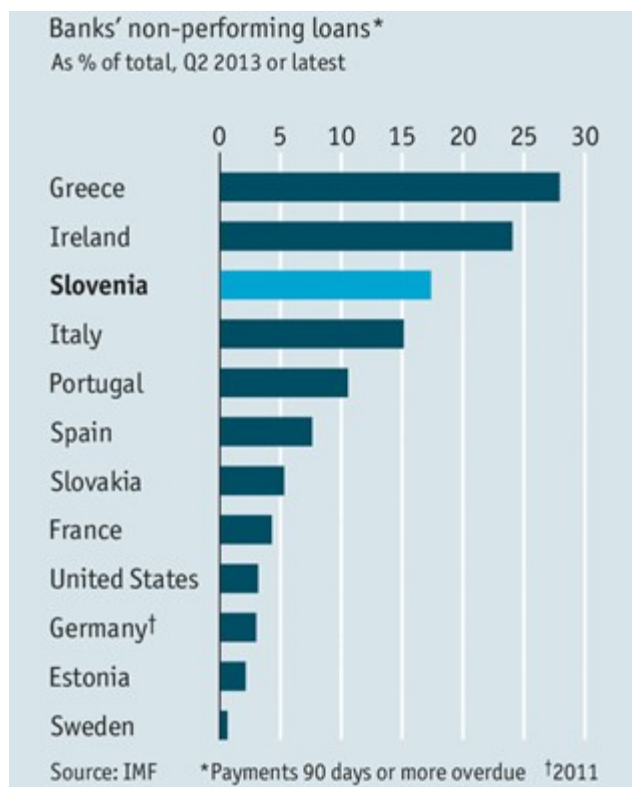
### ITALY GENERAL GOVERNMENT DEBT



SOURCE: WWW.TRADINGECONOMICS.COM | BANK OF ITALY

Cependant, en termes de créances douteuses dans son système bancaire, l'Italie

n'est pas le plus mauvais élève de la classe européenne. Comme le montre le graphique ci-dessous, la Grèce se trouve sans surprise en tête du classement européen suivie par l'Irlande, la Slovénie et l'Italie. Dans la plupart de ces pays, des mesures ont été prises (la création de « bad banks ») afin de contrôler le problème. L'Italie semble avoir disparu des écrans radars mais risque de faire un retour tonitruant lorsque la pseudo embellie économique artificiellement créée à base de liquidités s'effacera pour laisser place à une nouvelle chute.



Conclusion : la Grèce n'est qu'un souci secondaire. La zone euro est criblée de problèmes qui ont le potentiel de déboucher sur des catastrophes. Aussi bien la dette privée que publique en Italie est problématique, ce n'est probablement qu'une question de temps avant que son gouvernement devienne un sujet de préoccupation ce qui mettra les banques italiennes dans une situation intenable vu qu'elles ont accumulé les obligations d'État depuis 2012. (...)

## [La crise grecque n'est pas qu'une question de dette](#)



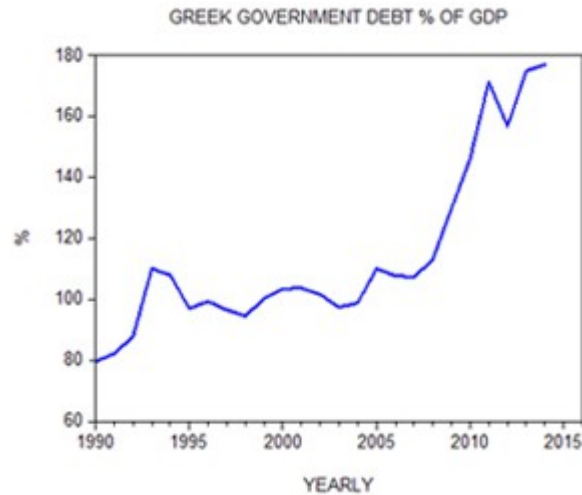
[Frank Shostak](#)  
[Frank Shostak](#)

Publié le 16 juillet 2015

Le gouvernement grec continue de négocier avec ses créiteurs internationaux, après avoir échoué à verser un remboursement de 1,6 milliards d'euros au Fonds monétaire international.

En conséquence, la Grèce court le risque de perdre accès à une tranche de prêt de 1,8 milliards d'euros ainsi qu'à un versement de 10 milliards d'euros pour la recapitalisation de ses banques.

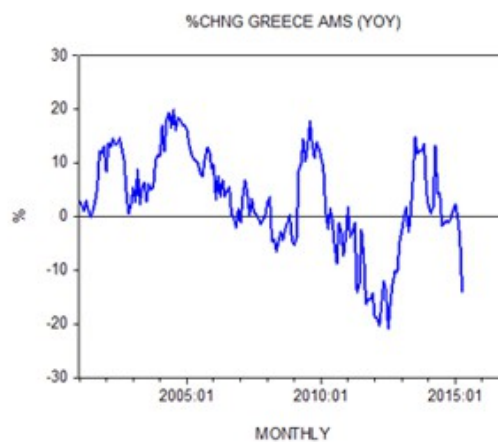
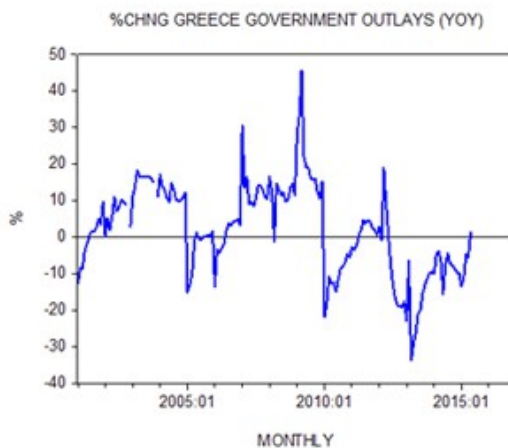
Les commentateurs sont d'avis que le facteur clé qui se cache derrière les troubles de la Grèce est sa dette gouvernementale, qui s'élevait à 177% du PIB en 2014, contre 79,6% en 1990.



Mais ce n'est pas la dette en elle-même qui se cache derrière la crise grecque. [Les dépenses gouvernementales trop importantes](#) et la croissance de la masse monétaire sont ignorées par la plupart des analyses concernant la crise en Grèce.

Depuis le début de l'année 2000, la tendance de dépenses gouvernementales a gagné de l'importance pour enregistrer une croissance annuelle de 45,5% en mars 2009. Depuis lors, la tendance a enregistré un déclin.

Le taux de croissance des mesures monétaires de la Grèce représentait 20% sur l'année en juillet 2004. Il s'élevait à 18% en août 2009, et a atteint -13,8% en avril de cette année.



Les politiques monétaires et fiscales laxistes ont joué un rôle important dans la [création d'activités non-productives](#) qui ont dilapidé la croissance.

### **L'argent facile affaiblit le processus de génération de capital**

Une chute de la croissance des dépenses gouvernementales et de la masse monétaire bénéficie au processus de génération de capital.

En d'autres termes, un déclin de la croissance des dépenses gouvernementales et de la masse monétaire (voir graphique) met fin à la [déviation de capital depuis des activités productives vers des activités non-productives](#).

La crise actuelle se concentre autour d'activités non-productives qui ne sont plus capables d'obtenir du capital des activités qui en génèrent, en raison de la chute des dépenses du gouvernement et de la masse monétaire.

De ce point de vue, [c'est une bonne nouvelle pour l'économie grecque](#), et ce qui est désormais nécessaire est un resserrement des dépenses gouvernementales pour permettre à la diminution de la masse monétaire de se poursuivre.

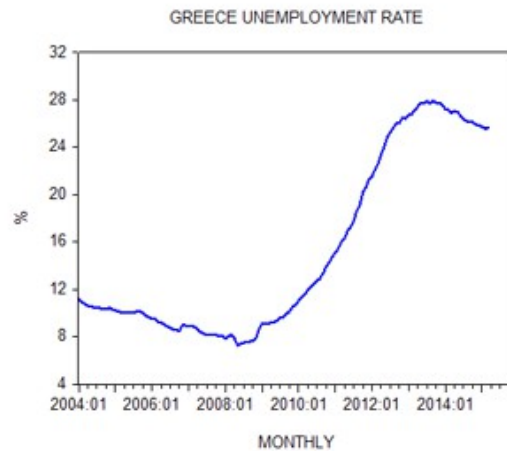
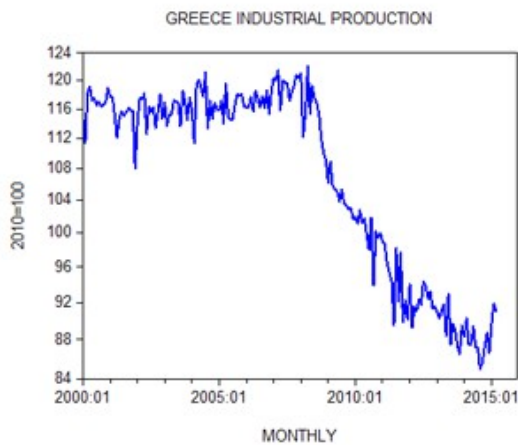
En Grèce, le processus de génération de capital a été lourdement endommagé en conséquence des politiques monétaires et fiscales laxistes du passé. Ainsi, en revenir à de telles politiques, comme l'ont expliqué de nombreux économistes tels que le lauréat du Prix Nobel, Joseph Stiglitz, ne pourra qu'aggraver la situation.

Souvenez-vous que ni les dépenses gouvernementales ni la création monétaire ne peuvent générer de capital réel. Seul le renforcement du secteur créateur de capital peut y parvenir.

### **Les dommages qui ont été causés**

Puisque les activités non-productives représentent aujourd'hui une part importante de l'ensemble des activités, les conséquences de leur disparition seront sévères.

Après avoir atteint 122 en avril 2008, l'indice de production industrielle a plongé pour atteindre 91 en mars de cette année – une baisse de 25,3%. Le taux de chômage a flambé pour passer de 7,3% en mai 2008 à 25,6% en mars de cette année.



La menace à laquelle font face les systèmes d'autres économies européennes n'est pas liée au défaut de la Grèce. Elle est une conséquence des politiques monétaires et fiscales laxistes qui ont endommagé les fonds propres de nombreuses nations européennes.

Plutôt que de continuer à soutenir des activités destructrices de capital, nous devrions autoriser les créateurs de capital à relancer le processus de génération de richesses. Cela signifie que la création monétaire doit être contenue et les dépenses gouvernementales fortement limitées. De telles mesures seront évidemment douloureuses pour les individus employés par le secteur non-productif. Mais échouer à réduire les activités qui ne génèrent pas de capital ne pourra que prolonger l'agonie - [il est impossible de créer du capital réel à partir de rien.](#)

## **Le mythe de la crise actuelle**

17 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

- Des manifestants se sont rassemblés sur la place Syntagma pour protester contre la cruauté de la vie en général et de l'accord passé par le gouvernement grec avec ses créiteurs en particulier.

“Les travailleurs grecs passés à la lessiveuse alors que Tsipras est forcé de revenir sur ses promesses”, déclare un gros titre du *Financial Times*, qui n'a pas pu résister.

“L'austérité”, l'appellent les journaux. En réalité, c'est uniquement une question de “narration publique”, comme nous l'expliquons ci-dessous. Dans les faits, la Grèce ne fait que réduire ses extravagants pots-de-vin et subventions aux zombies ; c'est le prix à payer pour que la partie continue. Si les Grecs veulent plus d'argent, ils doivent faire semblant de l'utiliser prudemment. Si les compères prêteurs veulent continuer à prêter, ils doivent faire semblant qu'ils récupéreront

leur argent.

Comme les guerres zombies au Proche-Orient, le plus important n'est pas de gagner. Ou de résoudre des problèmes. Le plus important est juste de faire en sorte que l'argent continue de couler.

Mais les zombies d'Athènes étaient généralement calmes et apathiques, hier. Ils savaient que grâce à l'accord, la viande rouge continuerait de leur arriver... même si c'est en quantité moindre qu'ils l'espéraient. Quelle est l'alternative, après tout ? Faire défaut — et se voir contraints de vivre réellement selon leurs moyens ?

“Nous espérons que Syriza s'occupera de nous”, a déclaré un concierge. “Tant que je suis en vie, au moins”.

Pendant ce temps, à Washington, Janet Yellen faisait semblant de s'occuper elle aussi des concierges. “Si l'on regarde en avant, les perspectives sont favorables à une amélioration du marché de la main-d'oeuvre et de l'économie plus largement”, a-t-elle dit. Comme si elle en savait quelque chose ! Elle a continué en suggérant que la Fed agirait peut-être pour “normaliser” les taux d'intérêt plus tard dans l'année — si les choses évoluent comme attendu.

#### ▪ **Mythes et récits**

“Les gens ont besoin de mythes”, a déclaré notre collègue [Simone Wapler](#) lors d'un déjeuner mercredi. “Il leur faut une narration, un récit public assez simple pour qu'ils le comprennent”.

Le bien contre le mal, le noir contre le blanc, la gauche contre la droite... Cette narration doit être dépouillée de toute nuance, subtilité et contradictions. En d'autres termes, elle doit être dépouillée de tout ce qui pourrait ressembler à la vraie vie.

Le mythe de la crise de 2008-2009, c'est qu'elle a été causée par l'avidité et la déréglementation. Ensuite, les autorités sont intervenues pour sauver la situation. Depuis, elles ont soigneusement nourri une “reprise”. Et au moment opportun, Mme Yellen remettra l'économie entre les mains du marché.

**“Les gens ont besoin de mythes”**

Dans ces lignes, nous avons un récit différent — en constante évolution, brut de décoffrage et forcément plein de paradoxes et de confusion.

Ce qui se passe vraiment dans une Guerre zombie : les tire-au-flanc, les manipulateurs et

les profiteurs luttent pour maintenir leur mainmise sur l'économie productive. Et ils ont de plus en plus de mal. D'abord parce qu'ils sont si nombreux. Ensuite parce qu'ils ont imposé tant de réglementations et de distorsions que l'économie

est devenue de moins en moins productive.

Bon nombre des batailles qu'on voit dans les nouvelles sont en fait des batailles entre différents groupes de zombies, chacun luttant pour une part plus grande du butin. Les enseignants veulent une augmentation de salaire. Le Pentagone veut plus d'avions, ou de chars, ou de retraites. La finance veut plus de financement bon marché.

Bien entendu, les zombies seront toujours parmi nous. Et ils voudront toujours plus de chair fraîche. Ce qui rend cette Guerre zombie unique dans l'histoire, c'est qu'il n'y a encore jamais eu tant de zombies... et jamais encore ils n'ont si lourdement dépendu du crédit. Généralement, les parties improductives d'une société sont limitées au surplus de production qui leur est disponible. Lorsque le surplus disparaît, il en va de même des zombies.

Apparemment, lorsque la nourriture venait à manquer, les tribus esquimaudes abandonnaient les personnes âgées sur la glace, où elles se perdaient et disparaissaient. Et dans quasiment toutes les cultures — pour autant que nous en sachions — la paresse et le parasitisme sont découragés.

***Les tire-au-flanc, les manipulateurs et les profiteurs luttent pour maintenir leur mainmise sur l'économie productive***

En Suisse, par exemple, l'éthique du travail était si forte qu'un jeune homme assis sur un banc en pleine journée était susceptible de se voir accosté par une personne âgée brandissant une canne : “jeune homme, pourquoi n'êtes-vous pas au travail ?”

### ▪ **Et puis tout a changé...**

Est arrivé le système monétaire post-1971 — avec son offre de crédit quasi-illimitée. Tout à coup, il n'y avait quasiment plus de limites pour les zombies. Les pompiers voulaient prendre leur retraite à 45 ans ? Pas de problème. Besoin d'un nouveau stade ? Bien sûr. Plus de subventions pour les cultivateurs de betteraves ? Pourquoi pas !

L'argent facile a engendré un relâchement général. Les gens ne tardèrent pas à ne plus être perturbés par les zombies qui les entouraient... et ne rechignèrent pas à devenir eux-mêmes des zombies. Autrefois, toucher des allocations était perçu comme une marque d'échec et de honte. Le “handicap” était réservé aux gens ayant de vrais problèmes. Les bonus de millions de dollars étaient considérés comme indécents ou vulgaires. Ce n'est plus le cas. Mettez la main sur le magot tant qu'il est temps ! Et pourquoi pas ? Le nouvel argent — le crédit — éclaboussait les rues comme une vanne incendie ouverte. Enfilez votre maillot de bain et allez vous amuser ! Il semblait que la société pouvait entretenir autant de

zombies qu'elle le souhaitait — sans perte visible pour quiconque.

Mais attendez... et la dette, alors ?

Au milieu des années 80, le parti républicain américain a oublié son dégoût habituel pour le financement par le déficit. De manière assez commode, il a découvert que les déficits n'avaient vraiment pas d'importance — pour les électeurs. Il y avait abondance de crédit. Les électeurs étaient ravis de toucher de plus grosses allocations. Ils étaient tout à fait prêts à supporter une agence fédérale de plus pour soutenir l'éducation... ou la santé... ou quoi que ce soit — tant qu'on n'augmentait pas les impôts pour la financer. Le coût serait endossé par quelqu'un, quelque part, un jour — qui savait ? Et surtout, qui s'en souciait ?

Les ménages et les entreprises ont eux aussi réalisé que les déficits n'avaient pas d'importance. Les gens en sont venus à penser qu'un gros prêt immobilier était en fait une bonne chose. Les prix des maisons grimpaient. Les actions grimpaient. Si on voulait devenir riche, il suffisait de "grimper sur l'escalator". Plus le prêt était lourd, plus la maison était immense, plus le portefeuille action était vaste — plus gros était le gain lorsqu'on vendait.

Ainsi, la dette a augmenté. D'environ 150% du PIB US dans les années 50, 60 et 70, elle est passée à 350% du PIB après 2000. Et les zombies se sont déchaînés de Wall Street à la place Syntagma, siphonnant des milliers de milliards de dollars d'actifs réels dans l'économie productive.

C'est là le monde que les zombies et leurs compères cherchent si désespérément à protéger.

## **L'insoutenable légèreté de l'inflation**

***Posté le 17 juillet 2015 par Bcolmant***

La crise grecque est riche d'enseignements. Un de ceux-ci concerne la dette publique. Celle-ci a déjà fait l'objet de nombreux abattements. Une nouvelle restructuration est donc temporairement écartée, malgré l'insistance du FMI dont les projections conduisent à ce que cette dette augmente en proportion du PIB grec. Les économistes du FMI arrivent donc à la conclusion qu'au-delà de l'aide financière apportée à la Grèce, les mesures d'austérité qui lui sont imposées vont conduire à une augmentation relative du poids de cette dette par rapport au PIB.

Je reste convaincu que cette dette grecque fera finalement l'objet d'une extension de maturité, de l'ordre de 30 à 40 ans, voire d'une perpétualisation afin de la transformer en dette infinie, sans plus aucune maturité.

**Mais, au-delà du cas particulier de la Grèce, je crains que l'augmentation des**



## dettes publiques se généralise dans les pays du Sud européen.

En saine logique, ces pays vont, à des degrés divers, être confrontés à l'insoutenabilité de la dette. Si une restructuration est écartée, alors la seule manière de diluer ces dettes dans une croissance atone est l'inflation.

L'enjeu de la reprise est donc de susciter une poussée d'inflation, ce que la BCE est occupée – à juste titre – à alimenter.

## L'économie canadienne en contraction

BusinessBourse Le 17 juil 2015 Source: [lechodelabaie.ca](http://lechodelabaie.ca)

**Le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, a évité d'utiliser le terme «récession» hier en conférence de presse, affirmant que le produit intérieur brut (PIB) s'est «modestement contracté» au cours des six premiers mois de l'année.**

Questionné pour savoir si le Canada est en récession, M. Poloz a répondu que «c'est un débat peu utile». Selon lui, ce n'est qu'une fois la période passée qu'on pourra déterminer s'il y a eu récession ou non.

Il a souligné que la production de gaz et de pétrole représente 10% de l'économie canadienne et que c'est ce secteur de l'énergie qui a connu un choc. «Si ce choc se faisait sentir partout, la conversation serait différente.»

## Ralentissement de l'économie mondiale

La décision de la banque survient alors que la croissance de l'économie mondiale a fléchi au début de l'année, principalement aux États-Unis et en Chine.

«La chute marquée du prix du pétrole, la baisse de la demande de la part des États-Unis, la crise de la dette en Grèce et la volatilité du marché en Chine sont autant d'éléments qui ont eu une incidence négative sur le Canada durant la première moitié de l'année», a indiqué hier le ministre fédéral des Finances, Joe Oliver (photo).

Il a mentionné que le gouvernement conservateur demeure concentré sur la réduction d'impôts, sur l'équilibre budgétaire et sur la prestation d'avantages aux Canadiens. «L'instabilité économique mondiale est le pire contexte dans lequel opter pour des stratagèmes risqués et axés sur de lourds impôts qui freineront la croissance et provoqueront un recul pour les familles», a-t-il ajouté.

## USA: Madoff pense que les finances publiques sont aussi une escroquerie

RTBF.be Belga News Publié le lundi 28 février 2011(Archives du web)

Bernard Madoff, auteur d'une des plus grosses arnaques financières de l'histoire, a déclaré dans une interview que les finances publiques américaines relèvent du même type d'escroquerie que celle de son groupe.

L'ancien financier de 72 ans a eu plusieurs heures d'entretien téléphonique avec un journaliste de l'hebdomadaire New York, qui a sans relâche essayé de le joindre pendant plusieurs semaines et a finalement reçu un soir un appel de la prison Butner (Caroline du nord) lui demandant s'il acceptait *"un appel en PCV du détenu Bernard Madoff"*.

*"Je suis désolé, mais je n'ai pas beaucoup d'argent sur mon compte"* de détenu, s'est excusé le célèbre prisonnier, qui a grugé pendant plusieurs décennies des milliers d'investisseurs à travers le monde, pour un montant hors intérêts estimé à plus de 20 milliards de dollars.

Bernard Madoff dresse un parallèle entre son escroquerie --appelée pyramide de Ponzi-- et les finances publiques du pays. *"L'Etat tout entier est une chaîne de Ponzi"*, dit-il.

Le système de fraude appelé *"pyramide de Ponzi"* tient son nom de Charles Ponzi, escroc des années 1920, et se caractérise par un effet boule de neige qui a fini par perdre le gérant de fonds Bernard Madoff qui s'en était inspiré.

*"Je ne suis pas la personne que tout le monde décrit"*, a-t-il assuré au journaliste. *"Et je ne sais pas pourquoi j'ai fait ça."*

*"Je n'ai fait qu'accompagner le mouvement"*, a-t-il encore dit. *"Toutes ces banques et ces fonds auraient dû savoir qu'il y avait des problèmes."*

## NOUVELLE PASSE D'ARMES

par François Leclerc 16 juillet 2015

Une discussion sur la dette grecque ne va plus pouvoir être repoussée après le coup de pouce que Mario Draghi vient de donner, venant à l'appui du FMI et sortant de son effacement de ces derniers jours. Considérant que son allègement ne faisait pas discussion, il a estimé qu'il allait falloir se pencher sur le sujet dans les prochaines semaines. Le sommet de la zone euro avait vu les choses autrement et renvoyait à une première revue satisfaisante du futur plan l'examen de la dette,

c'est-à-dire dans de longs mois.

Le débat est lancé. Engagées en février dernier, les négociations vont se poursuivre et inclure le sort à réserver à la dette. Ce que le gouvernement grec n'est pas parvenu à obtenir. Tout sera fait pour en rester à un « reprofilage » et ne pas consentir la décote d'usage dans ce genre de circonstances. Mais les taux consentis sont déjà bas et le remboursement des prêts précédents est étalé sur trente ans, ce qui laisse peu de marges de manœuvre. Alternativement à une décote, le FMI a proposé d'aller plus loin en accordant une période de grâce de trente ans et un important étalement supplémentaire.

La balle est dans le camp allemand, mais elle n'a pas été retournée. Voyant venir le danger, Wolfgang Schäuble a déclaré ce matin : « un véritable effacement de la dette est incompatible avec le fait d'appartenir à l'Union monétaire », sans préciser pourquoi. Jens Weidmann, le président de la Bundesbank, a voté aujourd'hui pour la suppression des liquidités d'urgence au sein du Conseil des gouverneurs de la BCE, ne laissant aucune ambiguïté sur son intention de faire sortir la Grèce de l'euro, et à défaut de prendre date. Le Bundestag doit demain avaliser l'aide financière d'urgence du MES destiné à éviter un défaut sur la BCE qui remettrait tout en question. Portant sur 7 milliards d'euros, elle ne couvre les besoins de la Grèce que jusqu'à fin juillet.

Dans l'immédiat, le FMI s'en sort très bien, le MES prêtant au gouvernement grec de quoi régler ses arriérés et faire face à ses échéances immédiates, ce qui revient à un transfert de dette au détriment des créanciers européens. La BCE a de son côté augmenté le plafond des liquidités d'urgence pour éviter tout incident bancaire et ne pas interrompre la distribution contingentée de billets aux distributeurs automatiques. En maintenant sa pression.

L'attention s'était portée vers Athènes et les prémices d'une crise politique, elle revient vers la division du camp des créanciers. Comme si les créanciers européens ne pouvaient pas en rester là...

## **WOLFGANG SCHÄUBLE N'A PAS TOTALEMENT TORT !**

**François Leclerc 17 juillet 2015**

« Nous allons maintenant voir s'il y a une voie pour un nouveau programme, étant donné l'invraisemblable augmentation des besoins de financement ». C'est dans cet esprit dubitatif que Wolfgang Schäuble aborde les prochaines négociations sur le 3ème *plan de sauvetage* grec dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

D'évidence, il se prépare à multiplier les exigences pour faire une démonstration par l'absurde : soit les négociations n'aboutiront pas, soit les conditionnalités seront telles que le scepticisme qui d'ores et déjà prévaut enflera, décrédibilisant le plan. De fait, le ministre des finances allemand annonce qu'il ne fonctionnera pas, ce qui l'a conduit à œuvrer par avance et avec constance à une sortie de la Grèce de l'euro. On ne peut pas lui retirer le mérite de la logique.

Sa conviction l'a également conduit à rejeter tout réaménagement de la dette grecque, en se fondant sur une interprétation de l'article 125-1 du Traité de l'Union européenne de 2009 (Traité de Lisbonne). Les dispositions auxquelles il se réfère sont valables pour les pays membres de l'Union européenne et pas de la seule zone euro, ce qui signifie que, si son interprétation est la bonne, la Grèce ne devrait pas seulement quitter la zone euro mais aussi l'Union européenne. Par ailleurs, le ministre semble oublier que le gouvernement allemand avait accepté une remise de peine sur la dette en 2012. La Cour européenne de justice a aussi statué que les restructurations de dette étaient légales à condition d'être soumises à des conditionnalités augurant d'un retour à la bonne santé financière.

C'est là où Wolfgang Schäuble retombe sur ses pieds, lorsqu'il présume que les conditionnalités du plan à venir seront soit trop limitées, soit rejetées... et que le plan ne permettra donc pas de retrouver cette bonne santé. Seules des raisons politiques impérieuses ont permis de boucler le sommet européen et d'ouvrir la porte à un nouveau plan. François Hollande a néanmoins rajouté que le maintien de la Grèce était le seul moyen pour la France de récupérer ses créances. Mais si la condition était nécessaire, elle n'est pas suffisante...

## **Accord nucléaire avec l'Iran... mais la course à l'armement s'accélère**

**17 juil 2015 | [Byron King](#) | [La Chronique Agora](#)**

Un "accord" a donc été trouvé à Vienne sur le nucléaire iranien.

Je parle d'"accord" parce que c'est le terme utilisé par les responsables politiques à Washington. Il ne s'agit pas d'un "traité", sans quoi le président Obama — qui a autrefois enseigné le droit constitutionnel à l'Université de Chicago, comme on ne cesse de nous le rappeler — serait obligé de suivre ce fichu document et en soumettre la compréhension internationale à l'approbation du Sénat US.

Puis (Dieu nous en garde !) le texte devrait devenir public et tout le monde pourrait le consulter.

Impossible.

Le président Obama a déclaré à la télévision qu’il espérait “un véritable débat” au Congrès sur les termes de cet accord avec l’Iran. Puis il a ajouté qu’il opposerait son veto à toute législation qui pourrait restreindre la mise en exécution du pacte.

Donc... d’abord un débat véritable ; puis nous ferons comme il l’a décidé.

Surpris ? Les détails de ce dernier coup diplomatique restent vagues.

Apparemment, l’Iran peut maintenir son programme de développement nucléaire. Il sera à un niveau réduit — réduit de quoi, personne ne le dit... et certainement pas les Iraniens, connus pour leur goût du secret.

#### ▪ Le contenu de l’accord

Les sanctions sur l’Iran seront levées au cours des prochains mois. D’ici début 2016, le pays pourra vendre du pétrole et acheter tout ce dont il a besoin pour faire tourner l’économie nationale. Peut-être de nouveaux avions de Boeing, si ce qui se dit est vrai. (Pas Airbus, parce que les Iraniens ont été contrariés par les Français, qui se sont montrés trop durs dans les négociations durant ces pourparlers nucléaires. Appelons cela un retour de bâton.)

De ce que je peux en comprendre, il y aura un “régime d’inspection 24h/24, 7j/7” sur les activités nucléaires iraniennes, sauf qu’un préavis de deux semaines y est adjoint. Cela signifie que l’Occident (c’est-à-dire les Etats-Unis) devra prévenir l’Iran deux semaines avant de conduire une inspection “24/7” des sites d’armes. Peut-être l’idée est que, avec un délai suffisant, les Iraniens oublieront de cacher ce qu’ils fabriquent et qui viole l’accord.

*Peut-être l’idée est que, avec un délai suffisant, les Iraniens oublieront de cacher ce qu’ils fabriquent et qui viole l’accord*

Entre-temps, les leaders iraniens continueront d’organiser des manifestations massives avec un principal message basé sur “Mort à l’Amérique” et “Mort à Israël”. Ils financeront aussi un réseau de cinquième colonne mondial

— Hezbollah et autres groupes — dont le but est de faire des ravages dans nos frontières à l’endroit et au moment où l’Iran le choisira.

En effet, la haine envers l’Occident — et les juifs — est la principale force unificatrice du régime iranien actuel. Que feraient-ils sans les Etats-Unis ? Sans Israël ?

Je suis certain que nous en apprendrons plus sur ce nouvel “accord” au cours des prochains jours et des prochaines semaines. Pour le moment, il est vraiment difficile d’en connaître les termes exacts. Si l’on se base sur les informations des médias, aucun responsable ne dit les choses clairement.

Par exemple, selon un haut responsable de l’administration Obama cité dans le

*New York Times*, “c’était comme un Rubik’s Cube. Nous avons attendu que les pièces se placent bien”. C’est rassurant. Tout bon accord international efficace, réfléchi, applicable et durable devrait fonctionner comme un Rubik’s Cube, pas vrai ? Allons...

Pour l’instant, il faut bien reconnaître que, même en ces premiers moments d’euphorie, nous n’assistons pas à un autre grand moment de la diplomatie américaine et mondiale. En clair : l’Iran continuera tranquillement et fermement son programme nucléaire. Et les responsables politiques occidentaux continueront à prétendre que tout est sous contrôle. A côté de ça, la crise grecque semble un modèle de rationalité et de résolution efficace de problèmes.

▪ **Achetons, achetons...**

Pendant ce temps, on achète encore plus d’armes. Si vous vivez au Moyen-Orient, vous pouvez voir les carnets de chèques sortir. Evidemment l’Arabie Saoudite est sur les rangs. Si l’Iran est sur le chemin de la bombe atomique (et même un raccourci) alors les Saoudiens ne voudront pas être en reste. Il faut s’attendre à une augmentation des ventes d’armes conventionnelles, de radars, de systèmes de contrôle et de commandement, et plus encore... ainsi qu’à un bon petit programme nucléaire sponsorisé par Riad.

Qui vendra ? Oh, toujours les mêmes, c’est certain. Boeing et Lockheed. Raytheon ; cette entreprise est fortement centrée sur les ventes militaires étrangères.

*Il faut s’attendre à une augmentation des ventes d’armes conventionnelles, de radars, de systèmes de contrôle et de commandement*

Prenez l’Inde et le Pakistan, toutes deux des puissances nucléaires établies. Si les deux pays ne s’apprécient guère, ils ont tout de même fini par comprendre comment traiter l’un avec l’autre.

A présent, ajoutez l’Iran dans le paysage. Cela complique les choses, un troisième acteur nucléaire dans le voisinage. Il faut donc s’attendre à ce que l’Inde et le Pakistan se mettent eux aussi à acheter des systèmes à la mesure d’un Iran nucléaire — radars, systèmes de contrôle et de commandement, systèmes de frappe longue portée, munitions de précision. Le Pakistan achètera probablement des équipements chinois et dans une moindre mesure américains/russes. L’Inde achètera des équipements russes et américains ; certainement pas chinois, pour des raisons évidentes.

Franchement, et éloignons-nous du Moyen-Orient, si je devais décider de la politique pour, par exemple, le Japon ou la Corée du Sud, je regarderais les agissements des Américains par rapport à l’Iran, et injecterais beaucoup plus

d'argent dans mon propre programme nucléaire national secret.

La Corée du Sud et le Japon doivent-ils réellement continuer à faire confiance aux Etats-Unis et à leur "parapluie nucléaire" ? Pas une seule seconde. Les Etats-Unis ne sacrifieront jamais un centimètre carré de leur territoire pour venger une attaque d'un tiers sur Séoul ou Tokyo.

Attendez-vous donc également à une accélération de la course aux armements en Asie. Avions, bateaux, sous-marins, équipements électroniques, munitions, capacités logistiques et réseaux. Le monde s'arme.

En d'autres termes, si on pense que "l'accord" sur le nucléaire iranien apportera plus de paix au monde, on se trompe. La course aux armements s'accélère.

## [La Grèce en manque d'énergie](#)

[Laurent Horvath 2000watts.org Mercredi, 15 Juillet 2015 17:11](#)



Presque tous les aspects de l'accord Europe-Grèce ont été disséqués par les médias. Cependant un domaine est passé inaperçu: le secteur énergétique bien que la liste des horreurs proposées par Bruxelles, inclue la privatisation de l'électricité, du gaz, du pétrole et du transport d'électricité.

Ces pans de l'économie grecque vont passer dans les mains des entreprises allemandes ou françaises en quête de très bonnes affaires à vil prix. Avec ce plan, la Grèce a bien peu de chance de s'en sortir alors qu'elle dépend à plus de 67% du pétrole.

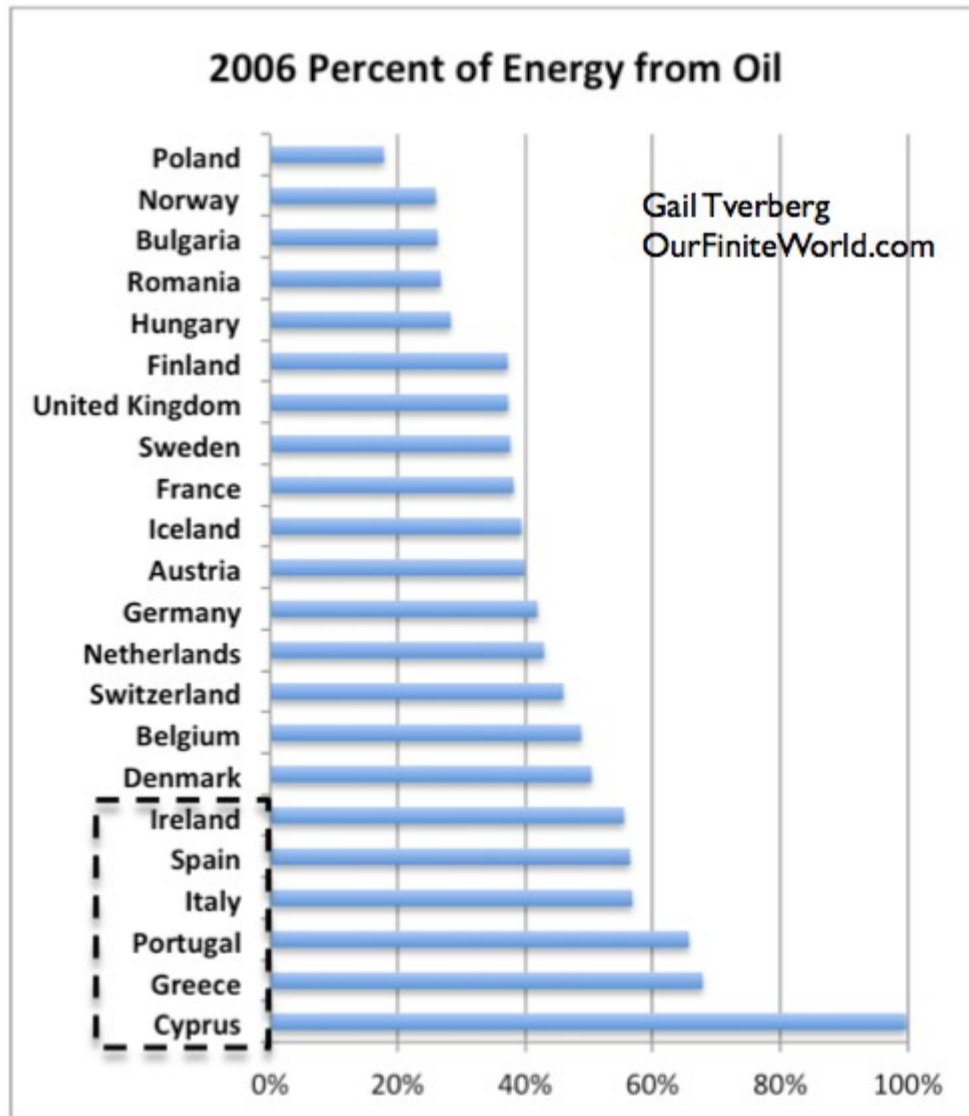
### **A touché le fonds et creuse encore**

L'accord imposé à la Grèce par les banques privées et les politiques semble montrer une victoire à la Pyrrhus. Tel un boomerang, le problème va revenir dans les années à venir avec une violence et ampleur encore plus forte.

La Grèce, composée de 227 îles, bénéficiait d'une source énergétique accommodante quand le baril de pétrole flirtait à 20\$. L'électricité, la chaleur (chauffer le pain, fabriquer des briques, du ciment, etc.) ou les transports (maritime, automobile, marchandise) profitaient à une économie basée sur cette énergie bon marché.

Comme tous les PIIGS (Portugal, Irlande, Espagne, Italie), leurs économies se sont

reposées sur le pétrole et le gaz pour activer leur croissance économique. Le graphique de 2006 ci-dessous a été sélectionné afin de souligner la situation avant le crash de 2008 et la poussée de fièvre du baril qui en quelques années passa de 20 à 147\$ le baril. Avec la chute de 25% du PIB, les chiffres ont diminué, mais la tendance est restée la même.



### **En quoi le pourcentage de consommation de produits pétroliers serait un problème pour un pays?**

L'augmentation du PIB est solidement ancrée avec l'augmentation d'énergie qu'elle fut pétrolière, gazière, charbonnière ou renouvelable. Avec le pétrole et le gaz, la Grèce (comme les pays du PIIGS) a, pendant des années, misé sur les bons chevaux. Mais depuis 2008, la situation s'est totalement renversée pour connaître l'épisode actuel.



Aujourd'hui, avec la baisse du baril, la Grèce était en train de se redresser péniblement, mais dès la remontée des prix, la chute sera d'autant plus douloureuse.

### **L'aide de la Russie : Pétrole et Gaz. L'Allemagne: son charbon**

Avant le dernier round des négociations avec Bruxelles, et bien conscient du noeud du problème, Vladimir Poutine avait proposé à Alexi Tsipras de lui livrer du gaz et du pétrole à prix réduit afin de relancer l'économie du pays et lui donner une chance de s'en sortir. Malheureusement, l'intransigeance de l'Europe en aura décidé autrement.

Cyniquement, l'Allemagne avait même proposé de vendre son charbon de lignite ainsi qu'une nouvelle centrale à charbon pour générer de l'électricité bon marché.

### **Goldman Sachs: la pieuvre**

Durant ces dernières années, la Grèce n'a pas pu utiliser son budget pour investir dans des outils de production de produits ou de services afin de recréer des emplois ou de la richesse économique industrielle. En lieu et place, elle a dû rembourser les intérêts des banques privées, (seules les banques privées ont le droit de bénéficier des prêts à intérêt zéro de la Banque Centrale Européenne) qui ont réalisé d'énormes plus-values sur ces transactions. Le reste des actions pourries achetées par les banques ont été généreusement rachetées par les pays et soumises aux contribuables (France et Allemagne en tête).

N'oublions pas la Grèce a pu entrer dans l'Europe grâce aux falsifications de l'autre géant du pétrole, la Banque Goldman Sachs dont le directeur de l'époque, Mario Draghi, n'est autre que l'actuel directeur de la Banque Européenne BCE.

### **Le compte à rebours a commencé à peine clos le sommet de Bruxelles**

Dans les mois à venir, la Public Power Corporation of Greece (électricité), Hellenic Petroleum, DEPA Natural Gaz et l'ADMIE compagnie du transport de l'électricité vont passer dans les mêmes mains qui étouffent le pays.

Il n'y a aucun doute que la Grèce souffre de maux chroniques (impôts, retraites généreuses, administration inefficace, etc.). Mais la difficulté de créer des produits ou d'avoir une industrie reflète la difficulté de compétition avec les autres pays.

Il est ainsi possible de voir pourquoi les leader politiques des autres pays font tout pour garder le système actuel qui ajoute des dettes et produit à n'importe quel prix

environnemental de l'électricité bon marché.

Le compte à rebours a commencé. Pas seulement pour la Grèce, mais pour bien d'autres pays qui n'auront pas fait l'effort de sortir du pétrole et du gaz.

*Avec les sources de Gail Tverberg*

## [Le tour de Grèce](#)

[Morning Zapping Marc Fiorentino 16/07/2015 à 07h10](#)

L'étape du jour a été franchie sans aucune difficulté malgré le faux suspense entretenu par les médias. Les parlementaires Grecs ont évidemment accepté à une écrasante majorité le deal proposé par l'Europe. Comment refuser 86 milliards en espèces sonnantes et trébuchantes contre des promesses de réformes dans une vie future?

### LE POINT D'ETAPE

Donc on résume: Les Grecs acceptent le don Européen. Les parlementaires Français se sont rués également pour accepter cet accord selon le principe cher à Hollande: tout ce qui est payé par l'Etat ne coûte rien, c'est gratuit. Même les Allemands encore tenaillés par le poids de leur culpabilité séculaire vont accepter. On est donc sauvés. L'Europe peut continuer à avancer, faible et minée par des dettes qui ne seront jamais remboursées.

### L'ÉTAPE D'APRÈS

Chut. Il ne faut surtout pas en parler. Mais le FMI a mis les pieds dans le plat et l'étape suivante est déjà écrite. La Grèce ne pourra pas vivre avec une dette supérieure à 200% de son PIB. Le FMI, comme Tsipras, réclame et obtiendra une réduction de la dette. Soit directe, un abandon pur et simple, soit indirecte, un allongement de la durée de remboursement de 20 ou 30 ans, un moratoire de 5 à 10 ans, ou encore des taux d'intérêt à zéro ou presque.

### TOUS LES PAYS

de l'Est, mais aussi le Portugal ou encore l'Irlande doivent se demander pourquoi ils ont accepté et appliqué une austérité sans précédent pour satisfaire leurs créanciers alors qu'il suffisait de ne rien faire pour obtenir tout et plus encore. La France a réussi à imposer à l'Europe son modèle de récompense de la paresse et de nivellement par le bas. Bravo à notre président.

### CRAINTES

C'est reparti. Le gouvernement a apparemment déjoué un attentat mais d'autres

attentats seraient en préparation et viseraient des sites industriels et des installations dites à risque.

### LA HAUSSE DES TAUX

Est confirmée aux États-Unis pour cette année. C'est la patronne de la banque centrale Américaine qui l'a confirmée hier. Pour elle les États-Unis vont bien, très bien même, et s'achèment même vers le plein emploi. Le traumatisme de la crise est, selon elle, terminée.

### L'EURO SOUS PRESSION

J'aime le marché des changes. C'est souvent celui qui analyse le mieux les évènements. Alors que les indices boursiers applaudissaient le deal Grec, l'euro baissait. Il a traversé sans difficulté le plancher des 1,10 dollar et pourrait retenter de se rapprocher de la parité. Entre des États-Unis en plein emploi et une Europe faible et incapable de prendre des décisions majeures, les traders des changes ont choisi.

### LE DEAL IRANIEN

me fait penser au deal Grec. Et Obama à Hollande. En plus doué pour chanter, faire des blagues, et "faire le show". Avec le même drive: mieux vaut un mauvais compromis que des décisions courageuses. L'Iran a obtenu ce qu'elle voulait: la levée des sanctions qui va se traduire par des centaines de milliards de dollars qui vont tomber à nouveau dans les caisses d'un régime brutal, champion de la peine de mort et des châtiments du Moyen Age. Mais tout le monde applaudit. Comme on avait applaudi Daladier et Chamberlain lors de leur retour de Munich. Rappelons pour ceux qui l'ont oublié que Téhéran finance entre autres Bachar al Assad.

### LA CHINE ET SES 7%

Complicée la Chine. Compliqué de se fier aux statistiques. Tous les signes d'un fort ralentissement sont là et pourtant la croissance affichée au deuxième trimestre est supérieure aux anticipations. 7%. Un 7% qui tombe bien pour tenter de rassurer les investisseurs internationaux qui fuient les marchés Chinois. Ils avaient pensé sortir 8% mais ils se sont dit que cela aurait eu l'air suspect.

### LA NOUVELLE DU JOUR

j'ai découvert en lisant la rubrique des anniversaires dans les Échos que Guy Béart est encore vivant et qu'il n'a que 85 ans. Bon anniversaire.

## LE DISCOURS DU BOURGET

Mon ennemi c'est la Finance. Bon ça c'est terminé.

Ma priorité c'est le Livret A. Bon ça aussi c'est mort même si le gouvernement tente tout pour empêcher que le taux du livret A descende le 1er Août là où il devrait être. A 0.50%. Voire zéro...

## LES DANGERS DU COUPLE

Une étude réalisée par l'Université de Bâle et publiée par le Figaro est sans appel: Les hommes en couple affichent en moyenne deux kilos de plus que les célibataires.

## LE TTSO DE LA SEMAINE

"Aurions-nous quelque chose (de plus) à cacher ?"

Google publie aujourd'hui le bilan de la première année de mise en place du droit à l'oubli que la Cour de justice européenne l'a forcé à offrir aux citoyens européens. 1M d'URL menant à du contenu compromettant ou attentatoire à la vie privée ont fait l'objet d'une demande de retrait. 1ers à vouloir effacer l'internet : les Français. Ils représentent 20% des demandes (2e les Allemands, 3e les Brits)... Regretteriez-vous une certaine séance de photos (en 2e année de fac) ?

N'oubliez pas de vous abonner à l'excellente newsletter du soir de TTSO. C'est très simple, il suffit de cliquer [ici](#)

## **Piero san Giorgio : " Le problème ce n'est pas l'islam mais les États-Unis "**

<http://www.chaos-controle.com/> mercredi 15 juillet 2015

À l'initiative de la maison d'édition KA éditions, l'écrivain suisse Piero San Giorgio, auteur du livre « *Survivre à l'effondrement économique* », a donné une conférence à Tunis dans laquelle il a souligné les changements géopolitiques qui sont en train de s'opérer dans le monde en citant à titre d'exemple la Grèce, Porto Rico, l'Égypte et la Libye.



D'emblée, Piero San Giorgio donne le ton, il dit qu'il était en Italie, lorsqu'il a appris l'affreuse nouvelle de l'attentat de Sousse et que la première question qui s'était posée était la suivante : "*Qu'a fait donc la Tunisie pour embêter les États-Unis ?*" L'invité se demande alors que va faire notre pays si chaque "gamin" qui fait une connerie provoque une perte d'un demi milliard de dollars à l'économie ?

L'invité de la rencontre, qui a été présenté par Hichem Kacem fondateur de la maison d'édition KA éditions éditrice du livre « *Survivre à l'effondrement économique* » dans sa version arabe, pense qu'il ne faut pas s'arrêter aux symptômes mais aller à la source du mal.

Il explique en fait que plusieurs facteurs ont convergé tels que la rareté des ressources, la baisse de la productivité, la crise de l'eau, la dégradation des sols, etc.. et ont provoqué des changements structurels à tel point que l'on sait maintenant que les guerres du futur seront exterminatrices et auront pour principe d'éliminer "l'autre" tout simplement.

Tout cela nécessite, d'après le conférencier, la mise en place de stratégies et de plans d'action permettant de faire face à tous les dangers qui nous guettent. Il faut assurer de bonnes transitions, mettre en place des localités indépendantes capables d'assurer leurs autonomies. D'ailleurs, l'auteur parle dans son livre « *Survivre à l'effondrement économique* » du concept de BAD (base d'autonomie durable) qui permet de survivre face aux différents dangers qui nous guettent.

En marge de la conférence, Piero San Giorgio a bien voulu nous livrer son opinion et son analyse par rapport au paysage tunisien. Dans ce sens, il nous a confié que la Tunisie qui a été rapide à se moderniser et qui dispose d'une culture ouverte sur le monde, fait face aujourd'hui à des menaces grandissantes. Cette Tunisie qui a connu une transition démographique particulière, avec le planning familial et l'éducation des femmes qui est la plus notoire au Maghreb et dans le monde arabe, cette Tunisie qui a un niveau largement européen, est en train d'être rattrapée par

tous les dangers qu'elle a pu éviter : les problèmes de l'Égypte, de la Libye, de l'Irak, de la Syrie, tous ces phénomènes ne sont plus exclus surtout qu'elle se trouve à proximité de la Libye qui a été détruite volontairement.

Notre interlocuteur estime que les dangers sont aujourd'hui colossaux pour la Tunisie d'autant plus que les petits égoïsmes et le peu de solidarité prennent le dessus. Dans ce sens, l'analyste plaide pour la mise en place rapide d'une politique extrêmement lucide afin de pouvoir gérer habilement ce qui est en train de se passer. Toute politique politicienne, selon ses dires, n'arrivera malheureusement pas à prendre les mesures adéquates. La Tunisie, c'est 10 millions d'habitants et on estime que dans les 20 prochaines années, il y aura 150 millions d'africains qui vont se déplacer vers le nord. En Europe, en particulier en Italie, on se plaint des 200 mille immigrants qui débarquent sur ses côtes, alors que c'est la Tunisie qui est en première ligne.

Tout en réfutant la théorie du complot, San Giorgio évoque les 1 000 entreprises les plus grandes dans le monde, celles qui emploient un demi milliard de personnes (cela veut dire que 2 milliards de personnes dépendent, d'une façon directe et indirecte de 1 000 entreprises), chiffre qui nous donne une idée sur la concentration du pouvoir dans le monde, pouvoir détenu par une poignée de personnes et exercé sur l'ensemble de la planète. Ces gens-là sont généralement des libéraux, ils veulent ouvrir les frontières, réduire les coûts, faire des gains. Plusieurs de ces entreprises sont américaines, et quand on sait que les USA font face à d'énormes problèmes économiques, on peut comprendre que ça les arrange qu'il y ait du chaos chez les autres. Le problème ce n'est pas l'Islam mais les USA, dit San Giorgio.

L'écrivain continue son analyse en disant que les États-Unis donnaient l'impression de défendre les forces du progrès et les valeurs de liberté face à l'empire soviétique. Mais à la fin de la guerre froide, ils ont montré leur vrai visage, celui qui veut imposer sa façon de voir le monde, de faire du commerce tout en mettant en esclavage massivement, esclavage économique ou financier, les peuples qu'ils dominent, et dans ce sens notre interlocuteur attire l'attention sur cette volonté de domination de la part des USA sur la Tunisie et c'est ce qui peut expliquer la facilité avec laquelle l'attentat de Sousse a eu lieu selon lui. C'est des réseaux, du trafic d'armes, c'est pas seulement un type qui se radicalise et qui tire sur une foule de gens, conclut San Giorgio.

## **Le Grexit, ce mal contagieux !**

Par Jacques Sapir · 16 juillet 2015

Transcription de l'interview donnée à Alexandre ARTAMONOV de Radio-SPUTNIK (Russie), le mercredi 15 juillet 2015.

**Le Grexit s'avère être un mal aussi contagieux que dangereux. Il se répand au grand galop, vitesse grand V, touchant par ses peurs et la panique soufflant sur les places boursières, les pays du Sud européen. Le Portugal, l'Espagne, l'Italie, et même la nordique Islande peuvent tomber comme des fruits mûrs dans le panier de la crise.** En même temps, peut-être que pour soigner le mal, il faut le vivre jusqu'au bout sans s'y soustraire. Jacques Sapir nous explique un peu le mécanisme de la solution qui pourrait être la bonne : savourons-le ensemble avec vous !

**Jacques Sapir.** La question de la crise grecque est en vérité une question qui dure depuis 2010. Oui, bien entendu, la Grèce s'est mise dans une situation désastreuse, en partie de sa faute, mais ce qui a été fait a servi en effet à transférer une partie de la dette de la Grèce qui était dans les banques européennes et pour tout dire, dans les banques allemandes, françaises et italiennes, aux Etats ! Et donc c'est maintenant aux Etats de la zone euro, à travers deux instruments – le Fond Européen de la Stabilisation financière et le mécanisme européen de stabilité que se trouvent en très grande partie la dette grecque.

Mais la crise est venue du fait que le nouveau gouvernement grec avait pour mission de dire : ce dont nous avons besoin est une réduction du poids de l'endettement grec mais nous n'avons pas besoin d'argent supplémentaire ! Si on nous fait justement cette réduction du poids de notre dette, nous pourrions en réalité payer ce que nous devons. Nous pourrions vivre sans demander de nouveau de l'argent aux pays européens.

Mais là-dessus il y avait une opposition absolue de l'Allemagne, car, d'une certaine manière, l'Allemagne est coincée avec les Allemands ! Angela Merkel a dit aux Allemands deux choses : elle a dit d'une part : « Vous ne paierez pas de sommes supplémentaires pour la Grèce ! » Et elle leur a dit d'autre part : « Et bien entendu, les Grecs nous rembourseront en totalité ! » Or ces deux choses sont fausses ! On sait très bien que la Grèce ne pourra rembourser la totalité de ce qu'elle doit. Et donc il va falloir que l'Allemagne comme la France, comme l'Italie accepte une certaine perte sur l'argent que nous avons prêté à la Grèce. Et puis, deuxièmement, il va falloir redonner de l'argent à la Grèce. Alors l'Allemagne a décidé, d'une certaine manière, de se battre pour expulser la Grèce de la zone euro !

Pourquoi ? Eh bien, parce que si la Grèce est expulsée de la zone euro, l'Allemagne n'a plus à lui donner de l'argent puisque la Grèce ne fera plus partie de cette zone. Par contre, les dirigeants allemands, le ministre des finances ou la

chancelière, savent très bien que si sortie il y a, la Grèce fera défaut sur sa dette. Ainsi donc l'Allemagne perdra une partie de l'argent qu'elle a prêté. Mais dans ces conditions-là Mme Merkel pourra toujours dire : « C'est la faute aux Grecs ! C'est eux qui ont fait défaut et ne veulent pas payer ! » Et elle pourra éviter de dire : « Nous ne reverrons pas une partie de notre argent contrairement à ce que je vous ai dit parce que j'y suis allé un peu trop vite en besogne ! » Telle est la raison fondamentale de la position allemande. Après on voit très bien que la France a été absolument catastrophée par cette position. Parce que la France tient à l'existence de la zone euro mais pour des raisons qui sont essentiellement idéologiques ! Il y a de ce point de vue une sorte de confusion faite en France entre la zone euro, l'Union Européenne et l'Europe qui sont trois choses différentes quand même !

Donc la France a fait pression. Elle n'a pas été la seule. Il y a aussi l'Italie et, en sous-main, les Etats-Unis. Et l'Allemagne a dû accepter que la Grèce reste dans l'euro. Mais alors elle a exigé des conditions qui étaient réellement insupportables. Et on voit depuis ces dernières heures, que tout le monde est en train de prendre conscience que l'accord signé le 13 juillet ne sera pas appliqué. D'une certaine manière, il est d'ores et déjà caduc. Ce qui va reposer, à relativement court terme, la question de l'expulsion de la Grèce hors de la zone euro, appelée communément le Grexit !

1. **RS.** Est-ce que cette expulsion serait suivie par l'effritement de l'UE ou bien la Grèce représente vraiment la brebis galeuse et la lie de l'économie européenne ?

**Jacques Sapir.** C'est exactement le calcul fait par les dirigeants allemands ou, plus exactement, qu'ils prétendent faire. Mais en réalité, on sait bien que le poids de la Grèce n'est pas simplement son poids économique. Actuellement le PIB de la Grèce ne représente que 2% du PIB global de la zone euro. Mais tout le monde comprend que si la Grèce est expulsée, immédiatement on va commencer à se poser la question qui sera le pays d'après ? Le Portugal, l'Espagne, voire est-ce que cela ne sera pas l'Italie ? Et donc on peut penser qu'une expulsion de la Grèce entraînera un effet de réaction en chaîne qui va faire imploser la zone euro ; En un sens, on peut penser aujourd'hui que les dirigeants allemands ont pris leur parti de la disparition de la zone euro. L'Allemagne peut très bien survivre en revenant au deutsch mark. D'une certaine manière, ils ne voient pas l'intérêt d'une zone euro dans laquelle l'Allemagne serait constamment appelée à donner de l'argent aux pays qui ont des difficultés plus ou moins grandes. Donc, en réalité, du côté allemand, il y a cette espèce de constat : si la zone euro doit éclater on y survivra ! Mais François Hollande est l'enfant spirituel de Jacques Delors ! Il s'y oppose !



Alors même que pour la France, ou pour un pays comme l'Italie, il y aurait des avantages non négligeables à l'éclatement de cette zone euro !